

Quito, a 1- XII-1.995

PROTOCOLIZACION:

Quito, a 20-VII-1.995

a.e.

PROTOCOLIZACION DE:

di. 6c.  
di. 3c.

## POUVOIR N° 2

Je soussignée, Louise ROY, Directeur Général du Centre de Résultat Lignes Amériques, domiciliée à Roissy Charles de Gaulle (BP 10201), agissant en cette qualité au nom et pour le compte de la Compagnie nationale AIR FRANCE, société anonyme régie par le Code de l'Aviation Civile et par les lois sur les sociétés anonymes, au capital de 2 286 396 936 F, dont le siège est à Paris (15ème arrondissement) - 1 Square Max Hymans, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le n° Paris B 552 043 002, et en vertu des pouvoirs qui m'ont été conférés le 19 octobre 1994 par le Président de la Compagnie Nationale Air France, Monsieur BLANC et le 24 octobre 1994 par le Directeur Général Monsieur FRANTZ

Délègue par les présentes à :

Monsieur Didier BIDAUT,

lequel élit domicile à BOGOTA.

- Tous pouvoirs pour agir à ce titre en Colombie, Equateur, Bolivie et au Pérou suivant les instructions qu'il reçoit de la Direction Générale du CDR Lignes Amériques, en représentant et engageant valablement la Compagnie vis-à-vis de tous tiers, administrations publiques et autorités officielles, toucher et recevoir toutes sommes qui sont ou pourraient être dues à la Compagnie, à quelque titre que ce soit, en particulier, toutes sommes provenant de subventions ou redevances postales ou autres, ou dues par les administrations locales à la Compagnie, faire verser ou virer ces sommes à tous comptes en banques ; payer les sommes que ladite compagnie peut et pourra devoir : retirer de la poste et de tous roulages, messageries, ou chemin de fer, ou recevoir à domicile les lettres, télégrammes, paquets, colis chargés ou non, renfermant ou non des valeurs déclarées à la Compagnie ; se faire remettre ou toucher tous mandats : représenter la Compagnie vis-à-vis des douanes locales, ainsi qu'auprès des autres administrations, remplir toutes formalités, notamment pour se conformer aux dispositions locales ; signer toutes déclarations, soumissions, acquits à caution, reconnaissances de consignation, quittances de remboursement de droits indûment perçus, procès-verbaux de saisies et transactions provisoires ou définitives, règlement de droit et enfin tous actes quelconques.



- Opérer le retrait de toutes sommes consignées, remettre ou se faire remettre tous titres et pièces, donner et recevoir toutes bonnes et valables quittances et décharges, représenter la Compagnie devant la Justice Civile et Criminelle compétente.

- Citer et recevoir des citations, mêmes initiales, établir et révoquer les pouvoirs ad iudicia donnés aux Avocats, signer tous actes et pièces et généralement faire le nécessaire.

Il est toutefois précisé que la présente délégation de pouvoirs ne concerne pas le fonctionnement des comptes qui sont ou pourront être ouverts au nom de la Compagnie chez tous Etablissements bancaires ou de crédits, et pour lesquels des pouvoirs particuliers sont ou seront établis.

- Consentir et accepter tous baux et locations de tous meubles et immeubles, pour la durée et aux prix, charges et conditions qu'il avisera, y apporter toutes modifications, faire toutes résiliations, avec ou sans indemnités, consentir toutes cessions et sous-locations.

- Donner toutes garanties sur tous baux et contrats de locations des biens immeubles, pour la durée et aux prix, charges et conditions qu'il avisera, y apporter toutes modifications, faire toutes résiliations, avec ou sans indemnités, consentir toutes cessions et sous-locations.

- Prendre, lorsqu'elles relèvent de ses attributions, toutes les mesures nécessaires pour assurer le respect des obligations de toute nature que la loi et la réglementation mettent à la charge de la Compagnie notamment mais non exclusivement en matière aéronautique, ou en matière de circulation, d'entretien ou d'équipement des véhicules terrestres.

- Prendre les mesures qui s'imposent en matière de législation du travail, d'hygiène et de sécurité des agents de la Compagnie placés sous son autorité, étant entendu qu'il devra notamment veiller au respect de toutes les dispositions concernant les conditions de travail du personnel, la surveillance des locaux de travail, la prévention des accidents du travail particulièrement en ce qui concerne la circulation des véhicules et engins, l'utilisation des machines et dispositifs de protection, le maniement de substances toxiques ou nocives, la prévention des incendies et, de façon générale, toutes prescriptions visant l'hygiène et la sécurité des agents de la Compagnie.

- Prendre toutes les mesures susceptibles d'éviter les accidents causés à des tiers quels qu'ils soient.



071370

LE MINISTRE DES AFFAIRES  
ETRANGERES

19 MAI 1995



- Prendre vis-à-vis des agents d'Air France relevant de son autorité ou proposer à leur égard toutes sanctions aux infractions commises dans le domaine de la sécurité, sous réserve du respect des procédures disciplinaires prévues par le Statut et ses règlements d'application ou le contrat de travail desdits agents.

- Il pourra transférer, en cas d'absence, à un mandataire substitué, le bénéfice complet de la présente délégation de pouvoirs.

Le titulaire de la présente délégation devra, en vertu de ladite délégation, assumer toutes les responsabilités que la loi et la réglementation mettent à la charge du chef d'entreprise, lesdites responsabilités lui étant expressément déléguées en même temps que les pouvoirs correspondants.

Le titulaire de la présente délégation manifestera son acceptation des pouvoirs qui lui sont conférés, en apposant sur un exemplaire de la présente la mention manuscrite "bon pour acceptation de pouvoirs", et en datant et signant après cette mention.

La présente délégation de pouvoirs reste valable jusqu'au changement d'affectation ou jusqu'à la révocation du titulaire.

Les délégations ou transferts de pouvoirs, qui auraient pu être consentis par le titulaire, ne pourront de leur côté rester valables après expiration de la présente délégation.

Fait à Roissy, le - 2 MAI 1995

LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES  
Constata que la présente certification de signature  
a été effectuée conformément à la loi française  
Pour le Ministre et par délégation



*Signature*  
MICHAEL TAILLON

*Bon pour acceptation  
de pouvoirs,*

CERTIFIEE VERITABLE  
la signature de

*Marie Louise Roy*

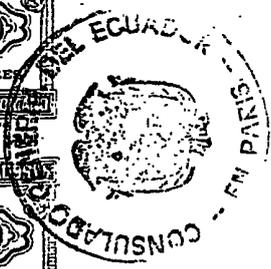
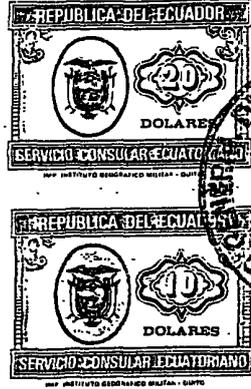
apposée ci-dessus  
Paris, le 2 mai 1995



REPUBLICA DEL ECUADOR  
CONSULADO DEL ECUADOR EN PAIS

Presentada para autenticar la firma que  
antecede, el suscrito Embajador  
del Ecuador en País  
certifica que es auténtica, siendo la que  
usa la señora Michèle Sa-  
lon

en todas sus actuaciones.  
Autenticación N° 586-95  
Artículo Arancelario II-13-d  
Valor de la autenticación US\$ 30 =  
Lugar y fecha País-19-05-1955  
Firma del funcionario



*[Handwritten Signature]*  
Santiago Marfisi  
Embajador

OFICINA JURIDICA AGUINAGA - MENESES

Dr. Marcial Aguinaga M. - Dr. Carlos Contreras V.  
Lcda. Alba Aguinaga Y. - Lcda. M. Fernanda Aguinaga Y.

Reina Victoria 1539 y Av. Colón - Edif. Banco de Guayaquil  
8vo. Piso - Oficinas 804 - B - Telf: 526699 - 444492 - Apartado 17-7-9163  
QUITO-ECUADOR

SEÑOR JUEZ DE LO CIVIL DE PICHINCHA

JEAN CLAUDE BOTELLA, de nacionalidad francesa, mayor de edad de estado civil casado, de profesión ejecutivo, domiciliado en esta ciudad de Quito, a usted atentamente digo:

Adjunto a la presente el PODER N°2 otorgado por la señora LOUISE ROY VICEPRESIDENTA DE LA COMPAÑIA NACIONAL AIR FRANCE PARA AMERICA - DIRECTORA GENERAL DEL CENTRO DE RESULTADO DE LINEAS AMERICANAS, a favor del señor DIDIER BIDAUT como REPRESENTANTE DE LA COMPAÑIA AIR FRANCE para : COLOMBIA, ECUADOR, PERU Y BOLIVIA.

El documento en referencia se halla redactado en idioma Francés.

Con los antecedentes anotados, solicito a usted señor Juez, se sirva ordenar la traducción al Castellano del documento anteriormente indicado y previas las formalidades de Ley sea aprobado mediante sentencia.

Para la traducción solicitada se servirá nombrar perito-traductor, nombramiento para el cual sugiero el nombre de la señora Licenciada Alba Alexandra Aguinaga Yépez de Contreras, a quién se le notificará en la calle Reina Victoria N° 1539 y Avenida Colón de esta ciudad de Quito, señalándole día y hora para que se poseione de su cargo; y así mismo, se le concederá el término respectivo para que presente el informe.

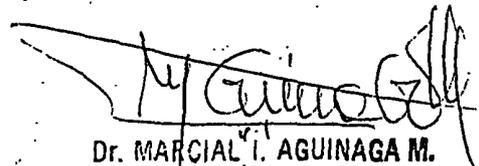
Se ordenará se me devuelvan originales.

Recibiré notificaciones en el casillero judicial N° 485 perteneciente al DR. MARCIAL I. AGUINAGA M.

Firmo con mi defensor,

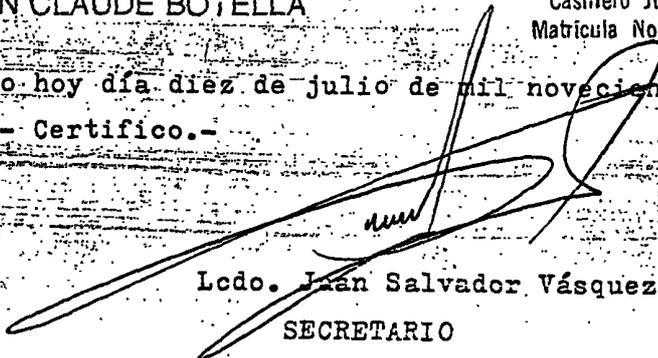


JEAN CLAUDE BOTELLA



Dr. MARCIAL I. AGUINAGA M.  
ABOGADO  
Casillero Judicial N° 485  
Matricula No 1146 - QUITO

Presentado hoy día diez de julio de mil novecientos noventa y cinco, quince horas.- Certifico.-

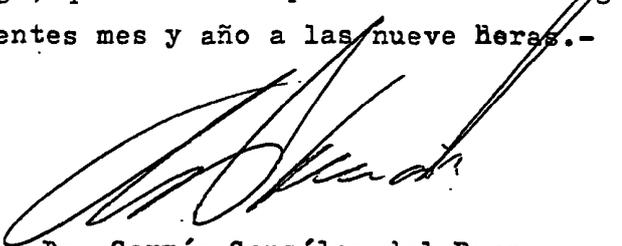


Lcdo. Juan Salvador Vásquez

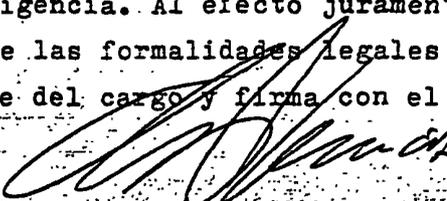
SECRETARIO

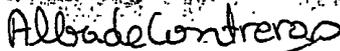


JUZGADO VIGESIMO DE LO CIVIL DE PICHINCHA.- Quito, julio 10 de 1.995,  
las 16h00.- VISTOS: La petición anterior es clara y reúne los requisitos  
de Ley, en consecuencia, procedáse a traducir al castellano el documento  
que en idioma extranjero que se acompaña, al efecto se nombra perito a  
la señora Lcda. Alaba A. Aguinaga, quien tomará posesión de su cargo --  
el día de mañana 11 de los presentes mes y año a las nueve horas.-

  
Dr. Germán González del Pozo

En Quito, a once de julio de mil novecientos noventa y cinco a las -  
diez horas, menos quince minutos, ante el Dr. Germán González del Pozo,  
Juez Vigésimo de lo Civil e infrascrito Secretario comparece la señora  
Lcda. Alba A. Aguinaga, con el objeto de posesionarse del cargo de perito  
en esta diligencia. Al efecto juramentada en legal forma y previo el cum-  
plimiento de las formalidades legales manifiesta que se desempeñará fiel  
y legalmente del cargo y firma con el señor Juez y Secretario que Certifi-  
ca.

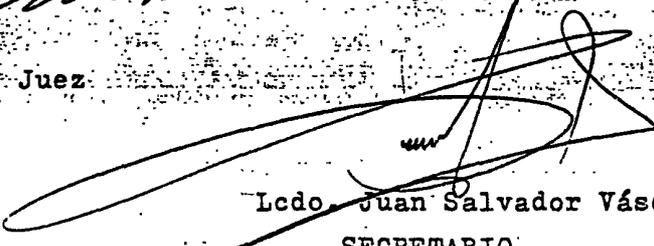
  
El Juez

  
AlbadeContreras

Compareciente

PERITO

C.C.1706692371-9

  
Lcdo. Juan Salvador Vásquez  
SECRETARIO

SEÑOR JUEZ DE LO CIVIL DE PICHINCHA

Lda. ALBA ALEXANDRA AGUINAGA YEPEZ DE CONTRERAS, nombrada y posesionada como perito-traductora del documento que contiene el poder N° 2 otorgado por la señora LOUISE ROY Vicepresidenta de la Compañía Nacional AIR FRANCE para América-Directora General del Centro de Resultados de Líneas Americanas, a favor del señor DIDIER BIDAUT como Representante de la Compañía AIR FRANCE para: Colombia, Ecuador, Perú y Bolivia, documento que se halla redactado en idioma francés, para que sea traducido al Castellano, presento el informe que contiene las versiones encomendadas de acuerdo al siguiente texto:

PODER N° 2

La infraescrita, Louise Roy, Directora General del Centro de Resultados de Líneas Americanas, con domicilio en Roissy Charles de Gaulle (B.P. 10201) actuando en esta calidad a nombre y por cuenta de la Compañía Nacional AIR FRANCE, Sociedad Anónima regulada por el Código de la Aviación Civil y por la Ley de Sociedades Anónimas, con un capital de 2 286 396 936 F, con domicilio en la ciudad de París (15to. distrito) - 1 Square Max Hymans, matriculada en el Registro del Comercio y de sociedades bajo el número París B 552 043 002, y en virtud de los poderes que me han sido conferidos el 19 de octubre de 1994 por el Presidente de la Compañía Nacional Air France señor BLANC y el 24 de Octubre de 1994 por el Director General señor FRANTZ.

Delego el presente poder al:

Señor Didier BIDAUT, el cual tiene su domicilio en Bogotá,

Todos los poderes para actuar bajo ese título en Colombia, Ecuador, Bolivia y Perú siguiendo las instrucciones que reciba de la Dirección General de la CDR Líneas Americanas, representando y comprometiendo válidamente a la Compañía frente a terceros, administraciones públicas y autoridades oficiales, para que pueda cobrar y recibir toda suma que sea o pudiere ser adeudada a la Compañía, al título que fuera, en particular toda suma proveniente de subvenciones o rentas postales u otras, o adeudadas por las administraciones locales a la Compañía para que pueda depositar o transferir esas sumas a cuentas en bancos; pagar las sumas que la misma compañía pueda o pudiere deber; para que pueda retirar del correo y de todo transporte, mensajería o ferrocarril, o recibir a domicilio cartas, telegramas, paquetes, bultos certificados o no, conteniendo o no valores declarados a la Compañía; para que pueda hacerse remitir o recibir todo mandato; representar a la Compañía frente a las aduanas locales, así como en relación a otras administraciones, llenar toda formalidad, observando que se asiste la

Alba de Contreras



disposiciones locales; firmar declaraciones, sumisiones, guías, reconocimientos de consignación, finiquitos de reembolso de derechos indebidamente recaudados, procesos verbales de embargos y transacciones provisionales o definitivas, reglamento de derecho y en fin cualquier acto necesario.

Operar el retiro de sumas consignadas, remitir o hacerse remitir títulos y piezas, dar y recibir bonos y finiquitos válidos y descargos, representar a la Compañía ante la justicia civil y penal competente.

Citar y recibir citaciones, aún las iniciales, establecer y revocar los poderes ad juditia conferidos a los Abogados, firmar actas y piezas y generalmente hacer lo necesario.

Es preciso señalar que la presente delegación de poderes no concierne al funcionamiento de cuentas que existen o pudieren abrirse a nombre de la Compañía en establecimientos bancarios o de crédito, para tal objetivo se establecerán poderes especiales o particulares.

Consentir y aceptar contratos de arriendo y alquiler de muebles e inmuebles, por el tiempo, precio, cargas y condiciones que el considere, aportar modificaciones, rescindir, con o sin indemnización, consentir cesiones y subarriendos.

Otorgar garantías sobre todo contrato de arriendo y alquiler de bienes inmuebles, por el tiempo, precio, cargas y condiciones que el considere, y aportar modificaciones, rescindir, con o sin indemnización, consentir cesiones y subarriendos.

Tomar hasta que sea revelado de sus atribuciones, todas las medidas necesarias para asegurar el respeto de obligaciones de la naturaleza que la Ley y el Reglamento impongan a la Compañía, pero no exclusivamente en materia aeronáutica, sino también en materia de circulación, de mantenimiento o de equipamiento de vehículos terrestres.

Tomar las medidas necesarias en materia de legislación del trabajo, de higiene y de seguridad de los empleados de la Compañía que estén bajo su autoridad, entendiéndose que deberá sobre todo velar por el respeto de todas las disposiciones concernientes a las condiciones de trabajo del personal, la vigencia de los locales de trabajo, la prevención de accidentes de trabajo, particularmente en lo que concierne a la circulación de vehículos y artefactos, a la utilización de maquinas y dispositivos de protección, al manejo de sustancias tóxicas y nocivas, la prevención de incendios y de manera general, toda prescripción relativa a la higiene y seguridad de los empleados de la Compañía.

Tomar las medidas susceptibles para evitar los accidentes causados a

Alba de Contreras



terceros.

Tomar en relación a los empleados de Air France las medidas para relevarles de su autoridad o imponerles sanciones por las infracciones cometidas en materia de seguridad, bajo reserva del respeto de procedimientos disciplinarios previstos por el Estatuto y sus reglamentos de aplicación o del contrato de trabajo de dichos empleados.

El apoderado podrá transferir, en caso de ausencia a un mandatario sustituido, el beneficio completo de la presente delegación de poderes.

El titular de la presente delegación deberá, en virtud de la mencionada delegación, asumir todas las responsabilidades que la ley y el reglamento impongan al jefe de la empresa, responsabilidades que le han sido expresamente delegadas al mismo tiempo que los poderes correspondientes.

El titular de la presente delegación manifestará su aceptación de los poderes que le son conferidos, colocando sobre un ejemplar de la presente, la mención manuscrita "Acepto la delegación de poderes", fechado y firmado después de esta mención.

La presente delegación de poderes es valida hasta el cambio de afección o hasta la revocatoria del titular.

Las delegaciones o trasferencias de poderes que hubieran podido ser consentidas por el titular no serán validas después de la expiración de la presente delegación.

Dado en Roissy, el 2 de Mayo de 1995

Acepto la delegación de poderes, (firma ilegible)

(firma ilegible)

CERTIFICADA COMO VERDADERA

La firma que la sra. Louise Roy puesta

al pie de la presente - Paris,

2 de mayo de 1995

Hay un sello en la parte inferior izquierda que se lee:

El Ministro de Relaciones Exteriores constata que la presente certificación de la firma ha sido efectuada de conformidad con la Ley francesa. Por el Ministro y por delegación: (firmado) Michele TALLOIR - Sello del Ministerio de Relaciones Exteriores.

Hay un sello sobrepuesto que se lee: François Xavier Brere - Sello del



Asociado de París Corte de Apelación".

Hasta aquí la traducción.

Dejo a salvo cualquier error u omisión involuntarios.

(Al reverso de la última página consta la autenticación de la última firma, por parte del señor Embajador del Ecuador en Francia-París).

*Alba de Contreras*

ALBA AGUINAGA Y. DE CONTRERAS

C. de C. 170692371-9

Presentado hoy día doce de julio de mil novecientos noventa y cinco, a las diez horas.- Certifico.-

*[Signature]*  
El Secretario

JUZGADO VIGESIMO DE LO CIVIL DE PICHINCHA.- Quito, julio 12 de 1.995.-  
las 11h00.- El informe que antecede, póngase en conocimiento de las partes a fin de que sea aprobado u observado en el término de 24 horas.-

*[Signature]*  
Dr. Germán González del Pozo

En Quito, a doce de julio de mil novecientos noventa y cinco, a las diecisiete horas, notifiqué con la providencia e informes anteriores al Sr. JEAN CLAUDE BOTELLA, en su persona.- Certifico.-

*[Signature]*  
El Secretario

Lcdo. Juan Salvador Vásquez



OFICINA JURIDICA AGUINAGA - MENESES

Dr. Marcial Aguinaga M. - Dr. Carlos Contreras V.  
Lcda. Alba Aguinaga Y. - Lcda. M. Fernanda Aguinaga Y.

Reina Victoria 1539 y Av. Colón - Edif. Banco de Guayaquil  
-8vo. Piso - Oficinas 804 - B - Telf: 526699 - 444492 - Apartado 17-7-9163  
QUITO-ECUADOR

SEÑOR JUEZ DE LO CIVIL DE PICHINCHA,

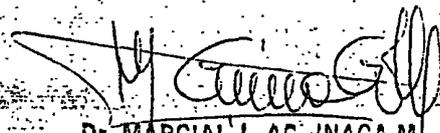
JEAN CLAUDE BOTELLA, en la diligencia de traducción del documento que contiene el poder otorgado por la señora LOUISE ROY VICEPRESIDENTA DE LA COMPAÑIA NACIONAL AIR FRANCE PARA AMERICA-DIRECTORA GENERAL DEL CENTRO DE RESULTADOS DE LINEAS AMERICANAS, a favor del señor DIDIER BIDAUT como Representante de la Compañía AIR FRANCE para: Colombia, Ecuador, Perú y Bolivia, a usted atentamente digo:

Que estoy de acuerdo con el texto del informe presentado por la perito-traductora señora Licenciada Alba Alexandra Aguinaga Yépez de Contreras, ya que el mismo contiene el texto fidedigno de la traducción del documento que tengo solicitado sea aprobado mediante sentencia.

Firmo con mi defensor,

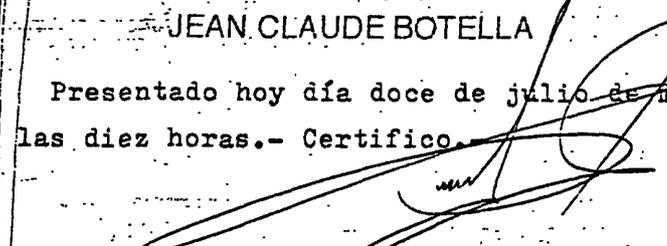


JEAN CLAUDE BOTELLA



Dr. MARCIAL I. AGUINAGA M.  
ABOGADO  
- Casillero Judicial N° 485  
Matrícula N° 1146 - QUITO

Presentado hoy día doce de julio de mil novecientos noventa y cinco, las diez horas.- Certifico.



JUZGADO VIGESIMO DE LO CIVIL DE PICHINCHA.- Quito, julio 13 de 1.995, las 11h00.- VISTOS: Por no haberse formulado observación alguna al informe traducción presentado por el perito Lcda. Alba A. Aguinaga, este Juzgado, ADMINISTRANDO JUSTICIA EN NOMBRE DE LA REPUBLICA Y POR AUTORIDAD DE LA LEY, se aprueba en todas sus partes, la traducción solicitada. Notifíquese y devuélvase originales.-

Dr. Germán González del Pozo



En Quito, a trece de julio de mil novecientos noventa y cinco a las quince horas, notifiqué con la sentencia anterior al Sr. Jean - Claude Botella en su persona.- Certifico.-

*[Handwritten Signature]*  
Lcdo. Juan Salvador Vázquez  
SECRETARIO



RAZON:- A petición del doctor Marcial Aguinaga Meneses, protocolizo en el Registro de escrituras públicas del corriente año de la Notaría Décimo Segunda a mi cargo, y en nueve fojas útiles el Poder, su traducción y más diligencias de aprobación que anteceden.- Quito, a veinte de Julio de mil novecientos noventa y cinco.- (firmado) El Notario Doctor Jaime Nollivos Maldonado.- Sigue un sello.-

ES PRIMERA COPIA CERTIFICADA,  
del Poder que antecede, el mismo que se halla protocolizado en mi registro de escrituras públicas del corriente año.- La confiero en Quito, a veinte de Julio de mil novecientos noventa y cinco.-

*[Handwritten Signature]*  
DE JAIME NOLLIVOS MALDONADO,  
NOTARIO DECIMO SEGUNDO.

Dr. Jaime Nollivos Maldonado  
NOTARIO DECIMO SEGUNDO  
QUITO

REPUBLICA DEL ECUADOR  
SUPERINTENDENCIA DE COMPAÑIAS

RESOLUCION No. 95.17.1.1. 3680

FAUSTO HARO MONTALVO

INTENDENTE DE COMPAÑIAS DE QUITO, ENCARGADO

CONSIDERANDO:

QUE se han presentado a este Despacho tres testimonios de la protocolización otorgada ante el notario Décimo Segundo del cantón Quito el 20 de julio de 1995 que contiene el Poder que la compañía extranjera AIR FRANCE confiere al señor Didier Bidaut, juntamente con la solicitud para su calificación;

QUE el Departamento Jurídico de Compañias y de Valores, ha emitido informe favorable sobre la suficiencia del mencionado Poder;

EN ejercicio de sus atribuciones;

RESUELVE:

ARTICULO PRIMERO.- CALIFICAR de suficientes los documentos otorgados en el exterior atinentes al Poder constante en la protocolización referida.

ARTICULO SEGUNDO.- DISPONER que el Registrador Mercantil del cantón Quito: a) inscriba el mencionado Poder junto con esta Resolución; tome nota de estos documentos al margen de la inscripción del permiso para operar en el Ecuador de la compañía AIR FRANCE SUCURSAL EN ECUADOR de 14 de enero de 1965; y, b) sienta las razones respectivas.

ARTICULO TERCERO.- DISPONER que el texto íntegro del Poder se publique, por una vez, en uno de los periódicos de mayor circulación en Quito.

COMUNIQUESE.- DADA y firmada en la Superintendencia de Compañias, en Quito.

13 Nov 1995

Fausto Haro Montalvo

DDem.

ta fecha queda inscrita la presente Resolución bajo el número 3475 del Registro MERCANTIL, Tomo 126. - Se tomó nota al margen de la inscripción número 20 DEL REGISTRO MERCANTIL DE 14 DE ENERO DE 1965, A F.S. 25 AVTA., TOMO 96. - Se fijó un Extracto para conservarlo por seis meses según lo ordena la ley, signado con el número 2260. - Se da así cumplimiento a lo dispuesto en la misma. - Se anotó en el Repertorio bajo el número 39531. - Quito, a veinte y dos de noviembre de mil novecientos noventa y cinco. EL REGISTRADOR

*[Handwritten signature]*



*[Handwritten signature]*

Dr. Julio César Almeida M.  
REGISTRO MERCANTIL DEL  
QUITO

13 Nov 1965

*[Handwritten signature]*

*[Handwritten signature]*

1 ZON:- A petición del doctor Marcial Aguinaga Mene-  
2 ses, protocolizo en el Registro de escrituras pú-  
3 blicas del corriente año de la Notaría Décimo Segun-  
4 da a mi cargo, y en nueve fojas útiles el Poder y  
5 más diligencias de aprobación que anteceden.- Quito,  
6 a primero de Diciembre de mil novecientos noventa y  
7 cinco.- (firmado) El Notario Doctor Jaime Nolivos  
8 Maldonado.- Sigue un sello.-

9  
10  
11  
12  
13  
14  
15  
16  
17  
18  
19  
20  
21  
22  
23  
24  
25  
26  
27  
28

ES TERCERA COPIA CERTIFICADA,  
del Poder y mas diligencias que anteceden, los mis-  
mos que se hallan protocolizados en mi registro de  
escrituras públicas del corriente año.- La confiero  
en Quito, a primero de Diciembre de mil novecientos  
noventa y cinco.-

*El Notario* *Jaime Nolivos Maldonado*

DR. JAIME NOLIVOS MALDONADO.  
NOTARIO DECIMO SEGUNDO.

Dr. Jaime Nolivos Maldonado  
NOTARIO DECIMO SEGUNDO  
Teléfono Oficina - 5-32220  
QUITO - ECUADOR

Se hace constar inscrito el presente documento y la Resolución número 1750 del SEJECOMPROS JOINTA DEL SR. INTENDENTE DE COMPANIAS DE QUITO (E), DE 13 DE NOVIEMBRE DE 1960, bajo el número 2475 del Registro Mercantil, tomo 124. - Se tomó nota el margen de la inscripción número 20 DEL REGISTRO MERCANTIL DE 14 DE ENERO DE 1960, a fs. 20 VTA., TOMO 78. - Se filio un Extracto para conservarlo por seis meses según lo ordena la ley, signado con el número 2260. - Se da así cumplimiento a lo dispuesto en el artículo SEGUNDO de la citada Resolución. - Se anota en el Repertorio bajo el número 39531. - Quito, a veinte y dos de noviembre de mil novecientos noventa y cinco. - EL REGISTRADOR.-

*[Handwritten signature]*  
*[Handwritten signature]*

**Dr. Julio César Almeida M.**  
REGISTRADOR MERCANTIL DEL  
CANTON QUITO



